Revenu d'insertion minimum

COMMUNAUTÉ DE MADRID

Prestation économique, consistant en la somme d'une prestation mensuelle de base et d'un complément variable, en fonction des membres faisant partie de l'unité de cohabitation, afin de répondre aux besoins fondamentaux de l'unité, lorsqu'ils ne peuvent pas être obtenus par le travail, ou par le biais de pensions ou de prestations de protection sociale.

Réglementation

* Loi 15/2001, du 27 décembre, sur le revenu minimum pour l'intégration de la Communauté de Madrid, [(BOCM n° 310, du 31 décembre),](https://gestiona.comunidad.madrid/wleg_pub/servlet/Servidor?opcion=VerHtml&idnorma=470&word=S&wordperfect=N&pdf=S) modifiée par l'article 5 de la loi 8/2012, du 28 décembre, sur les mesures fiscales et administratives [(BOCM n° 310, du](https://gestiona.comunidad.madrid/wleg_pub/servlet/Servidor?opcion=VerHtml&idnorma=9084&word=S&wordperfect=N&pdf=S) 29 décembre).
* Décret 126/2014, du 20 novembre, approuvant le nouveau règlement sur le revenu minimum pour l'intégration de la Communauté de Madrid [(BOCM n° 277, du](https://gestiona.comunidad.madrid/wleg_pub/servlet/Servidor?opcion=VerHtml&nmnorma=8725&cdestado=P) 21 novembre).

Organisme responsable

Conseil en matière de famille, de jeunesse et d'affaires sociales

Conseiller adjoint pour la famille, la jeunesse et les affaires sociales

Direction générale des services sociaux et de l'intégration

Soumission des candidatures

Cette procédure peut être traitée électroniquement ou en personne. Si vous optez pour le dépôt électronique, vous devez disposer [de l'un des systèmes de signature électronique reconnus par la Communauté de Madrid](https://sede.comunidad.madrid/guia-administracion-electronica#requisitos).

Pour soumettre la demande, cliquez sur TRAITER, accédez à l'espace de traitement et procédez comme suit :

1. Préparez la documentation et/ou les pièces jointes que vous allez fournir avec la demande.
2. Cliquez sur TÉLÉCHARGER et remplissez le formulaire. Lorsque vous avez terminé, sélectionnez l'option Enregistrer.
3. Accédez au registre électronique pour le soumettre avec le reste des documents.
4. Vous pouvez également le soumettre en personne aux [endroits](https://www.comunidad.madrid/servicios/informacion-atencion-ciudadano/red-oficinas-comunidad-madrid) prévus à cet effet, sauf si vous êtes [tenu de vous connecter électroniquement](https://sede.comunidad.madrid/sites/default/files/ADEL/ckeditor/ADEL%20Texto%20gen%C3%A9ricos/ADEL_obligados%20a%20relacionarse%20electr%C3%B3nicamente%20con%20AAPP.pdf) à l'Administration.
5. Dans le cas d'une présentation en face à face, pensez à vérifier s'il est nécessaire de demander [un rendez-vous](https://www.comunidad.madrid/servicios/informacion-atencion-ciudadano/cita-previa-oficinas-registro-atencion-ciudadano) au bureau d'enregistrement et de service aux citoyens qui vous intéresse.

Si vous sélectionnez la notification électronique comme moyen de notification, l'unité de traitement vous enverra des notifications via le [système de notification électronique de la Communauté de Madrid](https://sede.comunidad.madrid/guia-administracion-electronica#notificaciones). Pour ce faire, vous devez avoir activé une adresse e-mail dans ce service. Pour vous inscrire, cliquez sur l'[accès au service NOTE](https://gestiona3.madrid.org/auto_login/acceso.jsf?s=NOTE&ss=PRIVADO&pass=9F6FE21F6C37B9D47C434FC195D45D84&ok=aHR0cHM6Ly9nZXN0aW9uYTMubWFkcmlkLm9yZy9ub3RlX3B1YmxpYy9pbmRleC5odG1s).

Une fois la demande enregistrée, le [service de consultation de l'état des fichiers est activé à partir duquel](https://sede.comunidad.madrid/guia-administracion-electronica#expedientes) vous pouvez :

* fournir des documents et envoyer des communications relatives à votre candidature et
* vérifiez l'état de votre traitement.

Pour plus d'informations, consultez le [Guide de traitement électronique](https://sede.comunidad.madrid/guia-tramitacion-electronica).

Traitement

La demande d'allocation de revenu minimum d'insertion, selon le modèle standard, sera de préférence faite auprès du centre municipal de services sociaux correspondant au domicile du demandeur. Il peut également être soumis au registre du Conseil pour la famille, la jeunesse et les affaires sociales (c/ O'Donnell, 50), ou dans tout autre registre public, ou par voie électronique.

Si la demande, accompagnée des pièces justificatives, est soumise en personne, elle sera envoyée au centre municipal de services sociaux correspondant à la personne en fonction de son adresse, et le dossier administratif correspondant sera ouvert.

Dans le cas où les demandes sont soumises à d'autres unités administratives autres que les centres municipaux des services sociaux et envoyées au département responsable des services sociaux, ce dernier procédera au transfert de ladite demande et de la documentation d'accompagnement au centre de services sociaux correspondant au propriétaire, en fonction de l'adresse qu'il y a saisie (vous pouvez consulter les centres municipaux dans la section Documentation d'intérêt).

Qui peut percevoir le revenu minimum d'insertion ?

Il peut être reçu par tous ceux qui prouvent qu'ils ont leur résidence légale dans la Communauté de Madrid et qu'ils répondent aux [exigences](https://www.comunidad.madrid/sites/default/files/requisitos_rmi.pdf) établies par la loi et les règlements.

EXIGENCES

1.- Résider en permanence dans la Communauté de Madrid et être enregistré dans l'une de ses municipalités, en ayant une résidence effective et continue dans la Communauté de Madrid au cours de l'année précédant immédiatement la demande.

2.- Avoir plus de 25 ans et moins de 65 ans à la date de la demande. Il peut également être demandé par des personnes se trouvant dans l'une des situations suivantes :

2.1.- Avoir moins de 25 ans ou plus de 65 ans et s'occuper de mineurs ou de personnes handicapées (dans une mesure égale ou supérieure à 45 %).

2.2.- Avoir entre 18 et 25 ans et présenter l'une des circonstances suivantes :

a) Avoir été supervisé par la Communauté de Madrid jusqu'à l'âge de la majorité.   
b) Orphelinat absolu.

c) Exclusion sociale grave.

d) Être victime de violence dans le milieu familial ou de violence fondée sur le genre.

e) Participez à un programme d'inclusion expressément reconnu par le ministère des Politiques sociales et de la Famille.

2.3.- Être âgé de plus de 65 ans, n'avoir aucun revenu ou avoir un revenu inférieur au montant de la prestation mensuelle de base du revenu minimum, à condition que :

a) Il s'agit d'une personne qui vit seule ou qui est membre d'une unité de cohabitation dans laquelle personne ne peut être titulaire de la prestation.

b) Il a été expressément décidé de refuser une pension de retraite non contributive parce que vous n'avez pas respecté les périodes de résidence légale précédente sur le territoire espagnol.

3.- Mettre en place une unité de cohabitation au moins 6 mois à l'avance.

4.- Manque de ressources économiques suffisantes pour répondre aux besoins fondamentaux de la vie.

**5.- Avoir demandé aux organismes correspondants, avant de demander le revenu minimum d'insertion, les pensions et prestations auxquelles le demandeur et les membres de la cellule familiale peuvent avoir droit**.

6.- Faire fréquenter l'école aux mineurs qui font partie de l'unité de cohabitation à l'âge de la scolarité obligatoire.

7.- Avoir signé l'engagement de formaliser le programme d'intégration individuelle obligatoire et de participer activement aux mesures qu'il contient.

MONTANT

Le montant varie en fonction du nombre de membres de l'unité de cohabitation et des ressources économiques dont ils disposent.

Une personne vivant seule, sans autre revenu, recevrait 469,93 euros par mois, deux personnes 587,41 euros et trois personnes 662,52 euros, jusqu'à 965 euros, soit le montant maximum à recevoir.

Si l'unité familiale dispose d'un revenu, celui-ci sera déduit du montant du revenu minimum d'insertion qui lui correspond, la différence étant le montant mensuel qu'elle recevra.

Lorsque plusieurs familles recevant un revenu minimum d'insertion vivent dans un même logement, un coefficient de réduction sera appliqué.

La prestation est perçue mensuellement, sans paiements extraordinaires, et si le titulaire n'a pas d'autres revenus économiques, il n'est pas obligé de produire sa déclaration de revenus personnels.

Source : [Revenu minimum d'insertion | Communauté de Madrid](https://www.comunidad.madrid/servicios/servicios-sociales/renta-minima-insercion)



CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE BÉNÉFICIAIRE DE L'ALLOCATION DE REVENU MINIMUM D'INSERTION

1.- Vivre en permanence dans la Communauté de Madrid et être enregistré

dans l'une de ses municipalités, ayant une résidence effective et continue dans la Communauté de Madrid au cours de l'année précédant immédiatement la demande.

Les périodes suivantes seront considérées comme une résidence effective :

1. Le temps passé en Espagne est en prison ou dans des centres de traitement thérapeutique ou de réadaptation.
2. La période de résidence dans une autre communauté autonome, lorsque le demandeur ou, le cas échéant, les personnes à sa charge ont dû déménager sur le territoire de la Communauté de Madrid parce que l'un d'eux est victime de violence dans le milieu familial ou de violence sexiste.

**2.- Avoir plus de 25 ans et moins de 65 ans à la date de la demande**. Les personnes qui se trouvent dans l'une des situations suivantes peuvent également être :

2.1.- Avoir moins de 25 ans ou plus de 65 ans et s'occuper de mineurs ou de personnes handicapées (dans une mesure égale ou supérieure à 45 %).

2.2.- Avoir entre 18 et 25 ans et présenter l'une des circonstances suivantes :

1. Avoir été supervisé par la Communauté de Madrid jusqu'à l'âge de la majorité (la demande peut être faite dans les quatre mois précédant immédiatement l'âge de 18 ans)
2. Orphelinat absolu.
3. Exclusion sociale grave.
4. Être victime de violence dans le milieu familial ou de violence fondée sur le genre
5. Participez à un programme d'inclusion expressément reconnu par le ministère des Affaires sociales.

2.3.- Être âgé de plus de 65 ans, n'avoir aucun revenu ou avoir un revenu inférieur au montant de la prestation mensuelle de base du revenu minimum, à condition que :

1. Il s'agit d'une personne qui vit seule ou qui est membre d'une unité de cohabitation dans laquelle personne ne peut être titulaire de la prestation.
2. Il a été expressément décidé de refuser une pension de retraite non contributive parce que vous n'avez pas respecté les périodes de résidence légale précédente sur le territoire espagnol. Il ne sera pas nécessaire de demander une pension si la documentation contenue dans le dossier montre que la personne concernée ne respecte pas les périodes de résidence légale requises.

3.- Mettre en place une unité de cohabitation au moins 6 mois à l'avance.

1

**4.- Manque de ressources économiques suffisantes** pour répondre aux besoins fondamentaux de la vie. Dans tous les cas, les ressources seront considérées comme suffisantes lorsque le revenu mensuel disponible pour l'unité familiale est égal ou supérieur au montant du revenu minimum d'insertion applicable en fonction du nombre de membres composant l'unité de cohabitation (dans la section des informations connexes, vous pouvez vérifier le montant actuel).

On considère également que les ressources économiques sont suffisantes si l'unité de cohabitation possède, dans son ensemble, des actifs dont la valeur est égale ou supérieure à trois fois le montant annuel du revenu minimum d'insertion applicable en fonction du nombre de membres qui la composent.

**5.- Avant de demander le revenu minimum d'insertion, avoir demandé** aux organismes correspondants **les pensions et prestations auxquelles le demandeur** **et les membres de la cellule familiale peuvent avoir droit.**

**6.- Faire fréquenter l'école aux mineurs qui font partie de l'unité de cohabitation à l'âge de la scolarité obligatoire**.

**7.- Avoir signé l'engagement de formaliser le programme d'intégration individuelle obligatoire et de participer activement aux** mesures qu'il contient.

**Exceptionnellement**, pour des raisons objectivement justifiées et à la demande du centre municipal des services sociaux, ceux qui constituent des unités de vie dans lesquelles, même s'ils ne répondent pas à toutes les exigences établies, certaines circonstances les placent dans un état de besoin extrême, qui sera déterminé en leur associant l'une de ces situations :

1. Être victime de violence dans le milieu familial ou de violence fondée sur le genre.
2. Personnes seules en situation d'exclusion grave et ayant des difficultés à accéder au travail, en raison, entre autres, de la toxicomanie, de la toxicomanie, d'une maladie mentale ou d'un autre type de trouble grave qui les empêche d'accéder au travail.
3. Personnes confrontées à de graves problèmes d'exclusion qui vivent avec un membre de leur famille qui n'est pas du premier degré de parenté.
4. Se trouver dans une situation de besoin socioéconomique extrême.

**La période de six mois précédant la création de l'unité de cohabitation peut être exemptée** dans les cas suivants :

1. Avoir des enfants ou des personnes handicapées dont la charge financière est égale ou supérieure à 45 %.
2. Avoir constitué une nouvelle unité de coexistence par séparation, divorce ou extinction de l'union de fait, à condition que les membres de l'unité actuelle soient également membres de l'unité précédente.
3. Établissez une nouvelle unité de cohabitation en cas de décès de parents, de tuteurs ou de représentants légaux.
4. Personnes seules en situation d'exclusion grave
5. Victimes de violences dans le milieu familial ou de violences basées sur le genre.

2



AVANTAGES

* Il sera accordé à son propriétaire à des fins alimentaires, au profit de tous les membres de l'unité de cohabitation, afin de répondre aux besoins de base de l'unité.
* Il est de nature non transférable et ne peut être offert en garantie d'obligations, faire l'objet d'une cession, d'une conservation ou d'une saisie, sauf dans les cas et dans les limites établis par la loi.
* Il est subsidiaire à l'action protectrice de la sécurité sociale, tant dans ses modalités contributives que non contributives, ou à tout autre régime public de protection sociale qui le remplace.
* Il est complémentaire, à hauteur du montant que reçoit le bénéficiaire, en ce qui concerne les ressources disponibles pour l'unité de cohabitation dans son ensemble, ainsi que les avantages économiques auxquels il peut avoir droit.
* Le montant mensuel applicable à chaque unité d'habitation sera le résultat de l'ajout au montant établi pour une personne des suppléments supplémentaires pour chaque membre de l'unité d'habitation. Le revenu mensuel que ses membres peuvent recevoir sera déduit de ce montant.

Lorsque plusieurs familles recevant un revenu minimum d'insertion vivent ensemble dans un même foyer, le coefficient de réduction établi à l'article 27.4 du règlement 126/2014 sera appliqué.

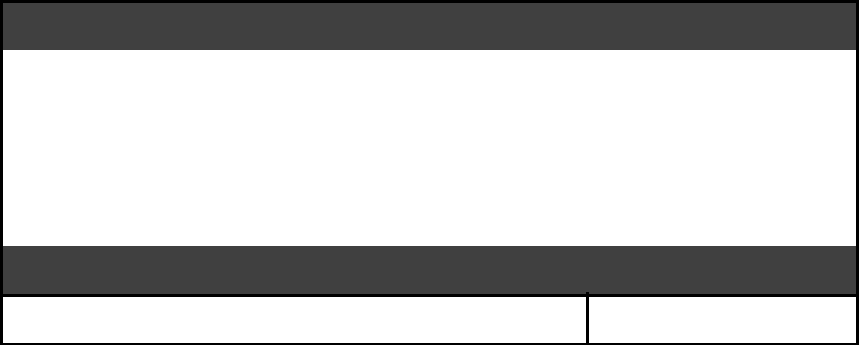
* Le droit de recevoir l'allocation de revenu d'insertion minimum sera maintenu tant que les exigences établies sont maintenues et que les obligations inhérentes au titulaire sont respectées, sauf si le droit est suspendu ou résilié pour les raisons prévues dans les réglementations.



Échelle RMI avec limite d'actifs



2022



Prestation mensuelle de base

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1ère personne |  | 469,93 |  |
| Complément variable | |  |  |
| 2e personne |  | 117,48 |  |
| 3e personne et suivantes |  | 75,11 |  |

Montant maximal de la prestation

NOUVEL AN 2022

1 000,00

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| NOMBRE DE MEMBRES | MONTANT LIMITE | CASQUETTE PATRIMONIALE |  |
| LES PRISES |  |
|  |  |  |
| 1 personne | 469,93 | 16 917,48 |  |
| 2 personnes | 587,41 | 21 146,76 |  |
| 3 personnes | 662,52 | 23,850,72 |  |
| 4 personnes | 737,63 | 26 554,68 |  |
| 5 personnes | 812,74 | 29 258,64 |  |
| 6 personnes | 887,85 | 31 962,60 |  |
| 7 personnes | 962,96 | 34 666,56 |  |
| 8 personnes | 1 038,07 | 37370,52 |  |
| 9 personnes | 1 113,18 | 40 074,48 |  |
| 10 personnes | 1 188,29 | 42 778,44 |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Concept | Importer |
| PNC mensuel | 421,40 |
| PNC au prorata | 491,63 |
| PNC au prorata de 70 % | 344,14 |
| Meilleur RMI de l'année 2022 | 1 000,00 |
| Allocation de chômage | 463,21 |
| S.M.I., année 2022 | 1 000,00 |
| IPREM | 579,02 |

**Barèmes RMI** : article 74 de la loi 4/2021, du 23 décembre, sur les budgets généraux de la Communauté de Madrid pour 2022.

**IPREM** : Disposition supplémentaire cent et unième loi 22/2021, du 28 décembre, sur les budgets généraux de l'État pour l'année 2022. (Journal officiel de l'État n° 312, du 29 décembre 2021)

**SMI** : Décret royal 152/2022, du 22 février, fixant le salaire minimum interprofessionnel

pour 2022.

**Réévaluation des pensions de sécurité sociale** : art. 43 et 44 de la loi 22/2021, du 28 décembre, sur les budgets généraux de l'État pour l'année 2022.

**IMV :** Loi 19/2021, du 20 décembre, qui établit les nouveaux montants du revenu minimum vital.



Barème RMI avec retraités



Année 2022



|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nombre de membres + 1 retraité | Limite de revenu |  |
|  |
| 1 membre+1 retraité | 814,07 |  |
| 2 M+1 P | 931,55 |  |
| 3 M+1 P | 1 006,66 |  |
| 4 M+1 P | 1 081,77 |  |
| 5 M+1 P | 1 156,88 |  |
| 6 M+1 P | 1 231,99 |  |
| 7 M+1 P | 1 307,10 |  |
| 8 M+1 P | 1 382,21 |  |
| 9 M+1 P | 1 457,32 |  |
| 10 M+1 P | 1 532,43 |  |
| 11 M+1 P | 1 607,54 |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nombre de membres + 2 retraités | Limite de revenu |  |
|  |
| 1 membre+2 retraités | 1 158,21 |  |
| 2 M+2 P | 1 275,69 |  |
| 3 M+2 P | 1 350,80 |  |
| 4 M+2 P | 1 425,91 |  |
| 5 M+2 P | 1 501,02 |  |
| 6 M+2 P | 1 576,13 |  |
| 7 M+2 P | 1 651,24 |  |
| 8 M+2 P | 1 726,35 |  |
| 9 M+2 P | 1 801,46 |  |
|  |  |  |
| 10 M+2 P | 1 876,57 |  |
|  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de membres + 3 retraités | Limite de revenu |
|  |  |
| 1 membre + 3 retraités | 1 502,35 |
|  |  |
| 2 M+3 P | 1 619,83 |
|  |  |
| 3 M+3 HEURES | 1 694,94 |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| 4 M+3 P | 1 770,05 |
|  |  |
| 5 M+3 P | 1 845,16 |
|  |  |
| 6 M+3 HEURES | 1 920,27 |
|  |  |
| 7 M+3 HEURES | 1 995,38 |
|  |  |
| 8 M+3 HEURES | 2 070,49 |
|  |  |
| 9 M+3 HEURES | 2 145,60 |
|  |  |
| 10 M+3 P | 2 220,71 |
|  |  |



Zone 1. Nord

**CENTRE** : Alcobendas

**ADRESSE :** Calle Libertad, 6

**CODE POSTAL** : 28100 **MUNICIPALITÉ :** Alcobendas

**TÉLÉPHONES** : 91.663.70.01

**CENTRE : Algete**

**ADRESSE :** Calle Limón Verde, 2

**CODE POSTAL** : 28110 **MUNICIPALITÉ : Algete**

**TÉLÉPHONES : 91.628.14.72/91.620.49.18**

**CENTRE :** Collado Villalba

**ADRESSE** : Plaza Príncipe España, s/n

**Code postal** : 28400 **MUNICIPALITÉ** : Collado Villalba

**TÉLÉPHONES : 91.850.69.11/91.850.69.61**

**CENTRE :** Colmenar Viejo

**ADRESSE :** C/ Carlos Aragón Cancela, 5

**CODE POSTAL** : 28770 **MUNICIPALITÉ** : Colmenar Viejo

**TÉLÉPHONES :** 91.138.00.95 (central téléphonique : poste 100)

**CENTRE :** Daganzo de Arriba

**ADRESSE :** C/ Valdeorillas, 59

**Code postal** : 28814 **MUNICIPALITÉ :** Daganzo de Arriba

**TÉLÉPHONES : 91.878.29.08**

**CENTRE :** Commonwealth deux mille seize

**ADRESSE :** C/ Félix Rodríguez de la Fuente, 34 (Centre socioculturel « Prince des Asturies »)

**Code postal :** 28140 **MUNICIPALITÉ :** Fuente el Saz de Jarama

**TÉLÉPHONES : 91.620.38.04**

**CENTRE** : Association intermunicipale des services sociaux de Las Cañadas

**ADRESSE :** Calle Paloma, 1

**Code postal :** 28791 **MUNICIPALITÉ** : Soto del Real

**TÉLÉPHONES : 91.848.00.70**

Page 1 de 8



Zone 1. Nord

**CENTRE :** Association des services sociaux et aux consommateurs La Maliciosa

**ADRESSE :** rue Recaredo Collar, 6

**CODE POSTAL :** 28440 **MUNICIPALITÉ** : Guadarrama

**TÉLÉPHONES** : 91.854.12.17/91.854.84.41

**CENTRE :** Association des services sociaux de la Sierra Norte

**ADRESSE** : Avda. Madrid, 32 ans

Code postal : 28752 MUNICIPALITÉ : Lozoyuela-Navas-Sieteiglesias

**TÉLÉPHONES : 91.869.43.37/91.869.45.12**

**CENTRE : Tham** Commonwealth of Social Services

**ADRESSE** : Avda. de la Dehesa, 63

**CODE POSTAL** : 28250 **MUNICIPALITÉ :** Torrelodones

**TÉLÉPHONES : 91.856.21.50 /91.856.21.51**

**CENTRE : Association** intermunicipale des services sociaux de Vega del Guadalix

**ADRESSE :** Calle Remolino, 4

**CODE POSTAL :** 28710 **MUNICIPALITÉ :** Molar (El)

**TÉLÉPHONES : 91.841.25.36**

**CENTRE** : Meco

**ADRESSE** : Plaza de la Villa, 1

**CODE POSTAL** : 28880 **MUNICIPALITÉ : Meco**

**TÉLÉPHONES** : 91.886.00.03

**CENTRE** : Paracuellos de Jarama

**ADRESSE** : C/ Algete, 7 (angle C/ Real de Burgos)

**Code postal :** 28860 **MUNICIPALITÉ** : Paracuellos de Jarama

**TÉLÉPHONES** : 91.658.00.01

**CENTRE** : San Sebastián de los Reyes

**ADRESSE** : rue Federico Garcia Lorca, s/n

**Code postal** : 28701 **MUNICIPALITÉ :** San Sebastián de los Reyes

**TÉLÉPHONES : 91.654.08.22 /91.659.22.34**

Page 2 de 8



Zone 1. Nord

**CENTRE** : Tres Cantos

**ADRESSE :** Plaza Estación, 4

**Code postal :** 28760 **MUNICIPALITÉ** : Tres Cantos

**TÉLÉPHONES : 91.293.81.91**

Zone 2. Vers l'ouest

**CENTRE** : Álamo, El

**ADRESSE :** Pza. Constitution, 1

**CODE POSTAL :** 28607 **MUNICIPALITÉ**: El Alamo

**TÉLÉPHONES : 91.860.95.10**

**CENTRE : Alcorcón**

**ADRESSE** : Plaza España, 1

**CODE POSTAL :** 28921 **MUNICIPALITÉ** : Alcorcón

**TÉLÉPHONES : 91.664.82.89/ 91.664.82.28**

**CENTRE :** Boadilla del Monte

**ADRESSE :** Calle Arco, 4

**Code postal :** 28660 **MUNICIPALITÉ :** Boadilla del Monte

**TÉLÉPHONES : 91.632.49.10**

**CENTRE : Galapagar**

**ADRESSE :** Plaza del Caño, 10 Bajo

**Code postal :** 28260 **MUNICIPALITÉ : Galapagar**

**TÉLÉPHONES : 91.858.57.28**

**CENTRE :** Association intercommunale de La Encina

**ADRESSE :** Calle Molino, 2

**Code postal :** 28691 **MUNICIPALITÉ :** Villanueva de la Cañada

**TÉLÉPHONES : 91.811.76.50**

Page 3 sur 8



Zone 2. Vers l'ouest

**CENTRE : Association** des services intermunicipaux d'El Alberche

**ADRESSE :** Plaza de Sevilla, 2

**Code postal :** 28609 **MUNICIPALITÉ :** Sevilla la Nueva

**TÉLÉPHONES : 91.813.06.49**

**CENTRE :** Association des services de Los Pinares

**ADRESSE :** Carretera de Ávila, 1

**Code postal :** 28680 **MUNICIPALITÉ :** San Martín de Valdeiglesias

**TÉLÉPHONES :** 91.861.11.95/91.861.28.85/91.861.09.61

**CENTRE :** Communauté des services sociaux « Sierra Oeste »

**ADRESSE :** Rue Juan de Toledo, 27

**Code postal :** 28200 **MUNICIPALITÉ :** San Lorenzo de El Escorial

**TÉLÉPHONES : 91.896.04.15 /91.896.07.05**

**CENTRE : Majadahonda**

**ADRESSE :** Calle Mieses, 16

**CODE POSTAL :** 28220 **MUNICIPALITÉ :** Majadahonda

**TÉLÉPHONES : 91.634,91.29**

**CENTRE : Móstoles**

**ADRESSE :** Avenida Juan XXIII, 6

**CODE POSTAL :** 28938 **MUNICIPALITÉ** : Móstoles

**TÉLÉPHONES : 91.664.79.65/91.664.75.00**

**CENTRE : Navalcarnero**

**ADRESSE :** Calle Libertad, 4

**CODE POSTAL** : 28600 **MUNICIPALITÉ : Navalcarnero**

**TÉLÉPHONES : 91.810.12.51 /91.810.12.56**

**CENTRE :** Rozas de Madrid, Las

**ADRESSE** : Calle Kálamos, 32

**Code postal :** 28232 **MUNICIPALITÉ :** Rozas de Madrid (Las)

**TÉLÉPHONES : 91.631.54.08**

Page 4 sur 8



Zone 2. Vers l'ouest

**CENTRE :** Villaviciosa de Odon

**ADRESSE : Avenue** Príncipe de Asturias, 199

**Code postal :** 28670 **MUNICIPALITÉ :** Villaviciosa de Odón

**TÉLÉPHONES : 91.616.38.53**

Zone 3. Sud

**CENTRE** : Casarrubuelos

**ADRESSE :** Calle Ciudad Real, 3

**CODE POSTAL :** 28977 **MUNICIPALITÉ** : Casarrubuelos

**TÉLÉPHONES : 91.816.71.56/ 91.816.70.06**

**CENTRE : Fuenlabrada**

**ADRESSE :** Avda. Hispanidad, 1

**CODE POSTAL :** 28945 **MUNICIPALITÉ** : Fuenlabrada

**TÉLÉPHONES :** 91.492.28.00/03

**CENTRE :** Getafe

**ADRESSE :** Rue de l'hôpital de San Jose, 4

**Code postal :** 28901 **VILLE : Getafe**

**TÉLÉPHONES : 91.202.79.67**

**CENTRE :** Humanes de Madrid

**ADRESSE :** Plaza Constitución, 19

**Code postal :** 28970 **MUNICIPALITÉ :** Humanes de Madrid

**TÉLÉPHONES : 91.498.21.07**

**CENTRE : Leganés**

**ADRESSE :** Rue Juan Muñoz, 9

**CODE POSTAL :** 28911 **MUNICIPALITÉ : Leganés**

**TÉLÉPHONES :** 91.248.92.90/86

Page 5 sur 8



Zone 3. Sud

**CENTRE : Association** des services du sud-ouest de Madrid

**ADRESSE :** Rue Miguel Hernández, 8

**CODE POSTAL :** 28971 **MUNICIPALITÉ** : Griñón

**TÉLÉPHONES :** 91.814.16.22/91.814.16.23

**CENTRE :** Parla

**ADRESSE :** Calle Rosa Manzano, 3

**Code postal :** 28981 **MAIRIE** : Parla

**TÉLÉPHONES : 91.698.02.61/91.202.47.10**

**CENTRE :** Pinto

**ADRESSE :** rue Federico Garcia Lorca, 12

**CODE POSTAL :** 28320 **MUNICIPALITÉ :** Pinto

**TÉLÉPHONES : 91.248.38.00**

Zone 4. Est

**CENTRE :** Alcalá de Henares

**ADRESSE :** C/ Sigüenza, s/n (Plaza de Navarra)

**Code postal :** 28802 **MUNICIPALITÉ :** Alcalá de Henares

**TÉLÉPHONES :** 91.888.33.00 Poste 8200/8225/8231

**CENTRE :** Aranjuez

**ADRESSE :** rue Primero de Mayo, s/n

**CODE POSTAL :** 28300 **MUNICIPALITÉ :** Aranjuez

**TÉLÉPHONES : 91.892.15.46/ 91.892.16.93**

**CENTRE :** Arganda del Rey

**ADRESSE :** Calle Virgen Pilar, 1

**Code postal :** 28500 **MUNICIPALITÉ :** Arganda del Rey

**TÉLÉPHONES : 91.871.13.44**

**CENTRE :** Colmenar de Oreja

**ADRESSE :** Plaza Mayor, 25

**Code postal :** 28380 **MUNICIPALITÉ :** Colmenar de Oreja

**TÉLÉPHONES : 91.894.37.00**

Page 6 sur 8



Zone 4. Est

**CENTRE : Coslada**

**ADRESSE :** Plaza Mayor, 35

**CODE POSTAL :** 28821 **MUNICIPALITÉ** : Coslada

**TÉLÉPHONES : 91.627.82.00**

**CENTRE :** Association intermunicipale des services sociaux de la zone Est (MISSEM)

**ADRESSE :** Calle Moral, 31

**CODE POSTAL :** 28510 **MUNICIPALITÉ :** Campo Real

**TÉLÉPHONES : 91.873.34.14**

**CENTRE :** Association intermunicipale du sud-est de la Communauté autonome de Madrid (MISECAM)

**ADRESSE :** rue Luis de Requesens, 2

**Code postal :** 28590 **MUNICIPALITÉ :** Villarejo de Salvanés

**TÉLÉPHONES : 91.874.48.41/91.874.43.79**

**CENTRE : Association** intermunicipale des services sociaux de Las Vegas

**ADRESSE :** Calle de los Huertos, 24, 2e

**CODE POSTAL :** 28370 **MUNICIPALITÉ : Chinchón**

**TÉLÉPHONES : 91.893.50.51 /91.893.51.97**

**CENTRE : Commonwealth de Mejorada-Velilla**

**ADRESSE :** Plaza España, 1

**CP :** 28840 **MUNICIPALITÉ :** Mejorada del Campo

**TÉLÉPHONES : 91.679.33.56/ 91.679.33.27**

**CENTRE : Association** des services sociaux de Pantueña

**ADRESSE :** Calle Mayor, 42

**Code postal :** 28813 **MUNICIPALITÉ :** Torres de la Alameda

**TÉLÉPHONES : 91.886.82.59**

**CENTRE :** Nuevo Baztán

**ADRESSE : Passage** José de Churriguera, 14

**Code postal :** 28514 **MUNICIPALITÉ :** Nuevo Baztán

**TÉLÉPHONES** : 91.872.54.48

Page 7 sur 8



Zone 4. Est

**CENTRE :** Rivas Vaciamadrid

**ADRESSE :** Calle Acacias, 122

**CODE POSTAL : 28529**   **MUNICIPALITÉ** **: Rivas-Vaciamadrid**

**TÉLÉPHONES : 91.666.60.49**

**CENTRE :** San Fernando de Henares

**ADRESSE :** Avda. Irún, s/n

**Code postal :** 28830 **MUNICIPALITÉ :** San Fernando de Henares

**TÉLÉPHONES : 91.674.00.14**

**CENTRE :** Torrejón de Ardoz

**ADRESSE :** Avenida Virgen de Loreto, 2

**Code postal** : 28850 **MUNICIPALITÉ :** Torrejón de Ardoz

**TÉLÉPHONES : 91.656,69.12**

**CENTRE : Valdemoro**

**ADRESSE :** Plaza de Autos n° 12 c/v C/ Eloy López de Lerena n° 20

**CODE POSTAL :** 28340 **MUNICIPALITÉ : Valdemoro**

**TÉLÉPHONES : 91.809.96.39**

**CENTRE : Villalbilla**

**ADRESSE :** Plaza Mayor no 2

**CODE POSTAL :** 28810 **MUNICIPALITÉ :** Villalbilla

**TÉLÉPHONES : 91.885.90.02**

Zone 5. Capitale de Madrid

Voir [les centres de services sociaux de la municipalité de Madrid](http://www.madrid.es/portales/munimadrid/es/Inicio/Ayuntamiento/Servicios-Sociales/Centros-de-Servicios-Sociales-Municipales?vgnextfmt=default&vgnextoid=51886e0cfb6da010VgnVCM100000d90ca8c0RCRD&vgnextchannel=fe8a171c30036010VgnVCM100000dc0ca8c0RCRD)

Page 8 sur 8



CAUSES DE SUSPENSION ET D'EXTINCTION DU REVENU MINIMUM D'INSERTION.

La perception du revenu minimum d'insertion peut être **temporairement suspendue**, **après avoir entendu la personne concernée**, et jusqu'à un maximum de 12 mois pour l'une des raisons suivantes :

1. **Transfert temporaire de la résidence habituelle** vers une municipalité située en dehors de la Communauté de Madrid, lorsque ce transfert dure plus d'un mois et moins de 12 mois, et qu'il est dû à des raisons de travail temporaire, à une admission temporaire dans des centres publics de résidence permanente (résidences pour personnes âgées et personnes handicapées et prisons), ou pour toute autre raison dûment justifiée d'urgence temporaire.

Dans le cas d'une unité de cohabitation formée par une seule personne, lorsqu'elle a été admise dans un établissement public permanent pour une période de plus d'un mois et de moins de douze mois.

1. **Percevoir de nouveaux revenus provenant du développement d'une activité professionnelle** d'une durée inférieure à 12 mois, lorsque ce revenu est égal ou supérieur au revenu minimum que vous avez perçu, à condition que cette activité dépasse un mois ou que le nombre de jours réellement travaillés, dans le cas des contrats de travail par jours, soit de 30 jours sur une période de 3 mois.
2. **Perception d'une allocation, d'une allocation de chômage ou d'un revenu d'insertion active**, s'ils dépassent le montant du revenu minimum que vous avez reçu
3. **Non-respect des obligations énoncées à l'**article 12 de la loi 15/2001 et à l'article 30 du règlement 126/2014.
4. L'imposition d'une peine pour une infraction mineure

**Le droit à la prestation sera éteint**, **après avoir entendu la personne concernée,** pour l'une des raisons suivantes :

1. **Perte de l'une des exigences** établies par la loi et la réglementation
2. Perte de résidence légale.
3. **Décès du titulaire,** sauf si le changement de propriétaire est nécessaire conformément à l'article 29 du règlement 126/2014.
4. **Dérogation expresse** du propriétaire.
5. **Maintien des causes de suspension** de la prestation pendant une période supérieure à 12 mois.

1. **Exercer un travail de plus de 12 mois** pour lequel vous recevez une rémunération égale ou supérieure au revenu minimum correspondant.
2. Imposition d'une peine pour une infraction grave ou très grave
3. **Non-respect répété des obligations** contenues dans l'article 12 de la loi 15/2001 et dans l'article 30 du règlement 126/2014.